



# CNRS LAAS - PLATINUM

## RÉAMÉNAGEMENT ET EXTENSION DES BÂTIMENTS F ET G

7 AVENUE DU COLONEL ROCHE – 31400 TOULOUSE



MAITRISE D'OUVRAGE

**CNRS – DÉLÉGATION  
OCCITANIE OUEST**

16, avenue Edouard Belin  
31055 TOULOUSE CEDEX 4



ARCHITECTE  
**ARCADES ARCHITECTES**

40, boulevard des Récollets  
31400 TOULOUSE



BE ETUDES TECHNIQUES  
**CEERCE**

8, rue Edgar Degas  
31200 TOULOUSE



BE ETUDES STRUCTURE  
**NOVATEC**

38, rue de Fondargent  
31650 SAINT ORENS DE  
GAMEVILLE



BE ETUDES ACOUSTIQUE  
**SIGMA ACOUSTIQUE**

23, rue Eugène d'Hautpoul  
31400 TOULOUSE



BUREAU DE CONTROLE  
**BTP CONSULTANTS**

83, chemin de Ribaute  
31400 TOULOUSE



COORDONNATEUR SPS  
**SARL CARSECO**

Route de Gourvielle  
La Jonquièrre  
11410 SAINT MICHEL DE LANES

Lot

**9**

Cahier des Clauses Techniques Particulières

**FAUX-PLANCHER**

REF	PHASE	IND	MODIFICATION	DATE	RÉDACTEUR
24-32	DCE	2		19/06/25	EG

# SOMMAIRE

<b>1. GÉNÉRALITÉS .....</b>	<b>3</b>
<b>1.1. NORMES ET RÈGLEMENTS.....</b>	<b>3</b>
<b>1.2. PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES .....</b>	<b>3</b>
1.2.1. Connaissance du dossier .....	3
1.2.2. Nature des prix .....	3
1.2.3. Clause de préséance .....	4
1.2.4. Ouvrages non décrits explicitement .....	4
1.2.5. Modifications de prestations en cours d'exécution.....	4
<b>1.3. ORGANISATION DU CHANTIER.....</b>	<b>4</b>
1.3.1. Généralités.....	4
1.3.2. Salissures des voies extérieures .....	5
1.3.3. Nettoyage de chantier .....	5
1.3.4. Dépenses d'intérêt commun – compte prorata .....	5
1.3.5. Coordination inter-entreprises.....	5
<b>1.4. OBLIGATIONS GÉNÉRALES DE L'ENTREPRISE.....</b>	<b>6</b>
1.4.1. Avant la signature des marchés.....	6
1.4.2. Pendant la phase de préparation du chantier .....	6
1.4.3. Pendant la phase travaux - Obligation de résultat.....	6
1.4.4. À la suite de la réception des ouvrages.....	6
<b>1.5. DISPOSITIONS TRAVAUX EN SITE OCCUPE / SALLE BLANCHE / ZRR.....</b>	<b>7</b>
1.5.1. Zone à régime restrictif.....	7
1.5.2. Interventions en salle blanche.....	7
1.5.3. Bruits et vibrations.....	7
1.5.4. Risque incendie .....	7
1.5.5. Coupures d'alimentations des utilités et fluides .....	7
1.5.6. Maintien de l'accès livraison azote .....	7
1.5.7. Circulation, stationnement et stockage .....	8
<b>1.6. CONDITIONS D'EXÉCUTION DES TRAVAUX.....</b>	<b>8</b>
1.6.1. Mise en œuvre.....	8
<b>1.7. PROTECTION DES OUVRAGES .....</b>	<b>9</b>
<b>1.8. NETTOYAGE DU CHANTIER ET ENLÈVEMENT DES GRAVOIS .....</b>	<b>9</b>
<b>1.9. REMISE EN ÉTAT DES LIEUX.....</b>	<b>9</b>
<b>2. DESCRIPTION DES OUVRAGES .....</b>	<b>10</b>
<b>2.1. FAUX PLANCHER .....</b>	<b>10</b>
2.1.1. Faux plancher hauteur 210mm .....	10
2.1.2. Faux plancher hauteur 470mm .....	11
<b>2.2. BARRE DE SEUIL .....</b>	<b>12</b>
<b>2.3. PROTECTIONS .....</b>	<b>12</b>

# 1. GÉNÉRALITÉS

## 1.1. NORMES ET RÈGLEMENTS

Les travaux sont réalisés conformément aux règlements généraux et aux règles techniques définis dans les documents ci-après, mis à jour et en vigueur le premier jour du mois d'établissement des marchés, liste non limitative :

Législation et réglementation relatives principalement :

- À la protection contre les risques d'incendie et de panique.
- Au type d'immeuble à construire.
- Règlement sanitaire départemental en vigueur sur les lieux des travaux à réaliser.
- Règles techniques de l'Assemblée Plénière des Sociétés d'Assurances contre l'incendie (APSAI).
- Ensemble des Normes Françaises NF homologuées ou enregistrées.
- Ensemble des Documents Techniques Unifiés en vigueur.
- Guides techniques UEATC.
- Cahier, guides, agréments ou avis techniques du C.S.T.B.
- Normes et règlements publiés au REEF.
- Arrêté du 25 avril 2003 concernant la réglementation acoustique en vigueur.
- Tolérances de pignage d'épaisseur, de planimétrie et d'équerrage des produits mis en œuvre conformes au D.T.U. correspondant.
- Recommandations du Bureau de Contrôle et des divers organismes agréés aux professionnels.

Les matériaux utilisés devront bénéficier d'avis techniques du CSTB ainsi que les normes et documents généraux auxquels le présent lot est soumis.

Pour le présent lot, il sera plus particulièrement fait référence aux documents suivants :

- Cahier du CSTB N° 1928 - classement UPEC des locaux.
- Sécurité contre l'incendie dans les établissements en code du travail

En tout état de cause, seront retenues les prescriptions et exigences maximales figurant le cas échéant sur l'un ou l'autre des documents mentionnés non limitativement au présent article.

## 1.2. PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES

### 1.2.1. CONNAISSANCE DU DOSSIER

L'Entrepreneur sera considéré comme ayant une connaissance parfaite de l'ensemble des documents constituant le dossier de consultation, même ceux qui ne concernent pas son lot.

Il devra prévoir tous les travaux de sa spécialité nécessaires au complet et parfait achèvement de ses ouvrages, conformément aux règles de l'art et aux prescriptions techniques existantes.

L'Entrepreneur retenu sera tenu, par ses connaissances professionnelles, de suppléer toutes omissions ou insuffisances qui auraient pu se glisser dans l'établissement des documents. Il ne pourra de ce fait prétendre à quelques modifications que ce soit dans l'offre.

Il lui appartiendra de signaler au Maître d'Œuvre les omissions ou insuffisances constatées avant notifications de la commande. Toute omission décelée après cette notification ne pourra entraîner de modification du montant de celle-ci.

### 1.2.2. NATURE DES PRIX

L'Entrepreneur a pris connaissance des lieux, demandé ou recherché par ses propres moyens tous renseignements qu'il aura jugé nécessaires pour l'établissement du montant forfaitaire des travaux.

L'Entreprise prendra en compte dans son offre de prix, d'une manière forfaitaire ou détaillée, toutes les prestations complémentaires non explicitées dans le présent CCTP et relevant de sa compétence pour permettre une parfaite finition et un parfait fonctionnement de ses ouvrages.

Seules pourront être exclues les prestations explicitement prévues à la charge d'un autre lot.

L'ensemble des prestations dues, en plus de celles nécessaires et mentionnées plus haut, comprend tous les ouvrages apparaissant sur les documents graphiques du présent dossier : plans, coupes, façades, détails, ...

L'offre de l'Entrepreneur sera forfaitaire et comprendra toutes les sujétions inhérentes au site et à la prise en compte des exigences du Plan Général de Coordination.

L'offre de l'Entreprise devra être conforme à la solution de base définie dans le présent CCTP.

Afin de cerner son prix, l'Entrepreneur devra prendre connaissance du contenu des pièces écrites des autres corps d'état.

Toutes anomalies ou manque de précisions sur les limites de prestations entre les CCTP des différents lots devront être signalés au Maître d'Œuvre, lors de la remise de la proposition de l'Entreprise.

L'Entreprise ne pourra pas, en cours de travaux, justifier une quelconque plus-value découlant d'une mauvaise lecture des CCTP des autres lots.

L'Entrepreneur sera réputé avoir inclus, dans son offre, tous travaux d'adaptation et de parachèvement permettant de livrer son ouvrage définitivement terminé et propre à remplir sa fonction.

### **1.2.3. CLAUSE DE PRESEANCE**

Il est précisé, que la clause de préséance prévue entre les plans et le C.C.T.P. n'a pas pour but d'annuler la réalisation d'un ouvrage quelconque figurant sur l'une des pièces et non sur l'autre. Cette priorité ne joue qu'en cas de contradiction. En conséquence, tout ouvrage figurant aux plans et non décrit au C.C.T.P est formellement dû et vice versa.

### **1.2.4. OUVRAGES NON DECRITS EXPLICITEMENT**

Le C.C.T.P. décrit l'essentiel des ouvrages dus par l'Entrepreneur.

Même s'il ne définit pas dans le détail des ouvrages accessoires nécessaires à l'obtention des résultats et de la qualité visés par les prescriptions générales, ces travaux sont compris dans le marché au même titre que les autres ainsi que tous ceux nécessaires à la bonne finition des ouvrages.

A cet effet, l'Entrepreneur devra obligatoirement visiter les lieux de façon détaillée avant la remise de son offre afin de pouvoir intégrer dans celle-ci tous les ouvrages nécessaires mais non décrits dans les documents de consultation.

L'Entreprise est tenue aux prescriptions générales concernant les DTU, les Agréments, les notices commerciales présentées en approbation, et aux obligations de résultats en matière de Sécurité, d'Isolation Acoustique et Thermique et de Qualité d'aspect des ouvrages.

### **1.2.5. MODIFICATIONS DE PRESTATIONS EN COURS D'EXECUTION**

Aucun changement au projet retenu ne pourra être apporté en cours d'exécution sans l'autorisation expresse du Maître de l'Ouvrage ; les frais résultants des changements non autorisés et toutes les conséquences ainsi que tout travail supplémentaire exécuté sans écrit seront à la charge de l'Entreprise.

## **1.3. ORGANISATION DU CHANTIER**

### **1.3.1. GENERALITES**

Pendant toute la durée des travaux, et jusqu'à la réception définitive, l'Entrepreneur titulaire du lot "Gros œuvre" est désigné comme responsable de l'ensemble du chantier, à savoir :

- Des zones de stockage de matériaux qu'il désigne aux autres corps d'état.
- De la propreté du chantier, y compris les abords.
- De l'hygiène et de la sécurité des personnels, des occupants du site et des tiers.
- De la maintenance des installations de chantier.

### **1.3.2. SALISSURES DES VOIES EXTERIEURES**

Les salissures des voies extérieures par les engins et camions devront être éliminées, en tout premier lieu, par des dispositions appropriées prises sur le chantier. Ces dispositions devront être soumises à l'agrément du Maître d'Œuvre et du Coordonnateur S.P.S.

Celles-ci pourront être imposées à l'Entrepreneur défaillant par le Maître d'Œuvre ou le C.S.P.S., sans que celui-ci puisse demander une quelconque plus-value. Dans le cas où plusieurs Entreprises seraient responsables de ces salissures, elles pourront être imposées soit au présent lot soit au lot "Voiries Réseaux Divers" puis imputées au compte prorata inter-entreprises.

### **1.3.3. NETTOYAGE DE CHANTIER**

Chaque corps d'état doit le nettoyage du chantier, pour chacun de ses postes de travail, et l'acheminement de ses gravois et détritiques jusqu'aux bennes de chantier mises en place par le lot "Gros œuvre", qui en assure l'évacuation vers les décharges publiques.

Le nettoyage partiel ou total pourra être exigé à l'Entrepreneur du lot "Gros œuvre", en cas de défaillance des autres Entreprises et sera imputé au compte prorata.

Au cas où les nettoyages seraient jugés insuffisants par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Œuvre, ces travaux pourraient également être réalisés par un tiers, à la demande du Maître d'Œuvre.

Les frais y afférents seraient alors imputés sur le compte prorata inter-entreprises.

Par défaut, les Entrepreneurs prévoient un nettoyage hebdomadaire des zones de travaux.

Le présent lot devra, en plus, un nettoyage hebdomadaire des installations de chantier.

### **1.3.4. DEPENSES D'INTERET COMMUN – COMPTE PRORATA**

Les dépenses communes de chantier seront réparties entre les entreprises par l'intermédiaire du compte prorata, géré par le titulaire du lot n°02 Gros Œuvre.

Les entreprises provisionneront dans leur offre le montant nécessaire à son fonctionnement sur la base d'un pourcentage minimal de 1,5% de leur marché de travaux.

Les différentes modalités du compte prorata sont détaillées dans le « CCTP lot 00 » et dans le document « Modalités Compte Prorata », tous deux présents dans le DCE.

### **1.3.5. COORDINATION INTER-ENTREPRISES**

#### **1.3.5.1 Généralités**

L'Entreprise prendra connaissance de la totalité des travaux décrits aux CCTP des autres corps d'état.

L'Entreprise devra s'entendre avec les autres corps d'état sur les travaux qu'elles ont à réaliser en commun, solliciter ou communiquer tous renseignements utiles aux autres corps d'état et s'assurer que ses indications soient suivies ; en cas de contestation, l'Entreprise en référera à la Maîtrise d'Œuvre.

#### **1.3.5.2 Détails d'exécution**

L'Entreprise devra remettre à l'approbation du Maître d'Œuvre les documents suivants conformément au planning d'exécution et au minimum 2 semaines avant le début des travaux :

- Tous les plans, détails, coupes et les notes de calcul des ouvrages à réaliser.
- Les avis techniques ou cahiers des charges des procédés utilisés.
- Les fiches techniques précisant les caractéristiques exactes du matériel et des matériaux utilisés, et les divers agréments.
- Le planning de commande et d'approvisionnement.
- Les plans et schémas d'exécution (calepinage, repérage, coupes, détails, etc.).

Le titulaire fournira les croquis de principe montrant tous les détails de fabrication : assemblage des profilés, liaison périphérique, nature et caractéristiques des joints, etc. Ces croquis seront accompagnés d'une notice technique présentant la compatibilité des joints avec les différents matériaux en contact.

### **1.3.5.3 Réception des supports**

L'Entreprise qui exécutera un travail support d'ouvrage, ou s'appliquant sur une partie d'ouvrage réalisée par un autre corps d'état, fera réceptionner cet ouvrage par le ou les corps d'état concernés.

Cette réception sera effectuée en présence du Maître d'Œuvre.

Elle fera l'objet d'un Procès-Verbal de réception qui devra être transmis aux diverses Entreprises concernées et à la Maîtrise d'Œuvre.

Si l'Entreprise constate qu'elle ne peut exécuter les travaux parce que l'état apparent du support n'est pas conforme au projet, à ses détails d'exécution ou aux prescriptions qu'elle a fournis, elle en avisera le Maître d'Œuvre qui procédera alors au constat et décidera des réfections complémentaires à effectuer.

En cas de non-conformité, les travaux de reprise sont à la charge du lot ayant réalisé l'ouvrage.

L'absence de réserve prouvera que l'Entrepreneur réceptionnant l'ouvrage accepte les supports et, de ce fait, aucune réserve ne sera admise par la suite. L'Entrepreneur devient donc responsable des reprises éventuelles.

## **1.4. OBLIGATIONS GÉNÉRALES DE L'ENTREPRISE**

### **1.4.1. AVANT LA SIGNATURE DES MARCHES**

L'Entrepreneur contractant doit avoir une parfaite connaissance des buts à atteindre, et des moyens à mettre en œuvre. En conséquence, il donne sa garantie, sans réserve, pour les travaux à exécuter sur le chantier.

### **1.4.2. PENDANT LA PHASE DE PREPARATION DU CHANTIER**

L'Entreprise devra, par une étude personnelle, s'assurer de la résistance des ouvrages proposés en vue de supporter les charges, les surcharges, les pressions, définies en fonction de l'utilisation des locaux.

Il est précisé que les préconisations faites dans les C.C.T.P. sont destinées à obtenir un niveau de prestation qui ne peut, en aucun cas, déroger aux réglementations en vigueur et auxquelles sont assujetties les Entreprises.

En conséquence, outre l'obligation de résultats, c'est l'obligation de conformité qui prévaudra à ces préconisations.

Il est rappelé que les plans et documents d'exécution doivent être établis durant la période de préparation, mois qui suit l'ordre de service, ou dans les délais prescrits par le marché, ou arrêtés d'un commun accord par les parties concernées.

### **1.4.3. PENDANT LA PHASE TRAVAUX - OBLIGATION DE RESULTAT**

L'obligation de résultat implique pour l'Entreprise la parfaite connaissance des corps d'état traités et sous-traités et la maîtrise des techniques d'exécution.

L'Entrepreneur devra assurer une représentation responsable, qualifiée et permanente sur le chantier auprès de la Maîtrise d'Œuvre.

L'Entrepreneur doit assurer la continuité des approvisionnements des matériaux qu'il aura à mettre en œuvre.

Tout ouvrage exécuté avec des matériaux non conformes aux prescriptions, d'une nature, d'une qualité, d'une provenance, différentes de celles initialement acceptées, sera refusé par le Maître d'Œuvre.

Des mesures de contrôle, à charge de l'Entreprise, seront effectuées en cours et en fin de chantier.

L'Entreprise devra impérativement s'assurer de la stabilité provisoire de ses ouvrages jusqu'à la réception par les autres corps d'état.

### **1.4.4. À LA SUITE DE LA RECEPTION DES OUVRAGES**

L'Entrepreneur assurera, pendant la période de 1 an, après la réception des ouvrages, les réparations ou réfections qui seraient nécessaires, que celles-ci soient motivées par une défectuosité des produits ou matériaux employés ou des conditions d'exécution, au titre du parfait achèvement des ouvrages.

## **1.5. DISPOSITIONS TRAVAUX EN SITE OCCUPE / SALLE BLANCHE / ZRR**

### **1.5.1. ZONE A REGIME RESTRICTIF**

Chaque entreprise établira dès le commencement du chantier une liste exhaustive de ses intervenants, y compris sous-traitants, accompagnée de copies des pièces d'identité.

Cette liste sera maintenue à jour, et diffusée régulièrement à la Maitrise d'Ouvrage, la Maitrise d'œuvre et au Coordinateur SPS. Elle permettra d'obtenir les autorisations d'accès à la zone travaux pour la durée du projet.

De façon quotidienne, le départ et l'arrivée de chaque intervenant sera signalé auprès du poste de garde.

### **1.5.2. INTERVENTIONS EN SALLE BLANCHE**

Les interventions en salle blanche seront limitées au strict nécessaire, et ne pourront avoir lieu qu'après rédaction d'un protocole d'intervention, validé par la Maitrise d'Ouvrage et la Maitrise d'Œuvre.

Les accès du personnel, des matériels et matériaux se feront par l'intermédiaires des différents sas existants, et selon les conditions établies par la Maitrise d'Ouvrage.

Le temps de présence, le nombre d'intervenant et les entrées et sorties en salle blanche seront limités au minimum.

Les matériels, matériaux et outillages introduits seront nettoyés avant toute introduction en salle blanche.

Toutes les dispositions nécessaires seront prises pour réduire la production de poussières et déchets, impliquant notamment un maximum de préfabrication et une préparation minutieuse de chaque intervention.

Hors traversées de panneaux de salle blanche, de bardage ou de toiture, aucune découpe de matériaux ne pourra se faire dans l'emprise de la salle blanche.

Aucun percement ou réservation ne sera réalisé sans accord préalable de la Maitrise d'Ouvrage et de la Maitrise d'Œuvre. Les percements et réservations existants seront réutilisés au maximum.

Chaque nouvelle traversée de paroi sera rebouchée et rendue étanche.

Avant tout démarrage de travaux, les zones d'intervention seront clairement identifiées et encapsulées dans des bulles de films polyanes, permettant de contenir dans un espace clos et restreint la pollution générée par l'intervention.

Chaque fin d'intervention comprendra un nettoyage soigné et un repli des moyens de protection mis en œuvre.

### **1.5.3. BRUITS ET VIBRATIONS**

Les bruits et vibrations générés par les travaux qui pourraient perturber l'exploitation de la salle blanche, donneront lieu à une réorganisation des interventions pour condenser les travaux les plus bruyants sur des dates et plages horaires normales, prédéfinies en accord avec la Maitrise d'Ouvrage.

Toutes les dispositions seront prises par les entreprises pour recourir aux moyens matériels les moins générateurs de bruits et vibrations, tout en restant adaptés aux travaux à réaliser (exemple : sciage plutôt que marteau piqueur).

### **1.5.4. RISQUE INCENDIE**

Tout travaux par point chaud sera réalisé de préférence à l'extérieur.

En cas d'impossibilité, un permis feu à la journée sera à établir.

Les intervenants devront impérativement être formés au risque incendie, et équipés des moyens règlementaires de lutte (extincteurs) et de protection (bâches ignifugées).

### **1.5.5. COUPURES D'ALIMENTATIONS DES UTILITES ET FLUIDES**

Aucune coupure d'électricité, de production et de distribution de fluides ne pourra se faire sans accord préalable de la Maitrise d'Ouvrage et de la Maitrise d'Œuvre. Les dates, horaires et durées seront fixées suffisamment en amont pour permettre d'adapter l'exploitation de la salle blanche en conséquence.

### **1.5.6. MAINTIEN DE L'ACCES LIVRAISON AZOTE**

Des livraisons régulières d'azote par camion continueront à avoir lieu tout au long du chantier.

Les accès, les zones de manœuvre et retournement devront par conséquent rester libres.

Leur éventuelle condamnation ne pourra intervenir qu'après validation de la Maitrise d'Ouvrage, et ne pourra être que très ponctuelle.

### **1.5.7. CIRCULATION, STATIONNEMENT ET STOCKAGE**

La circulation des véhicules et du personnel sur le site se fera dans le respect du code de la route et du PGC.

Les zones de stationnement des véhicules et de stockages des matériels et matériaux se feront dans le respect du PGC et du PIC établi.

## **1.6. CONDITIONS D'EXÉCUTION DES TRAVAUX**

### **1.6.1. MISE EN ŒUVRE**

#### **1.6.1.1 Fournitures**

Les fournitures de revêtements s'entendent dans la qualité « premier choix » coloris choisi par le Maître d'Œuvre dans la gamme du fabricant. L'acceptation des matériaux par le Maître d'Ouvrage et/ou le Maître d'œuvre ne saurait en aucune manière diminuer les responsabilités de l'entrepreneur.

Les revêtements d'une même surface sont de même tonalité entre eux.

Aucune dérogation à cette clause ne sera admise.

#### **1.6.1.2 Qualité des supports**

Supports des sols :

- Dalle ou dallage béton brut.

#### **1.6.1.3 Réception des supports**

Il appartient au présent lot de réceptionner les supports qui lui sont livrés par les autres entreprises.

Les supports doivent être livrés au présent lot propres et débarrassés des projections de plâtre ou autres.

L'entreprise a toutefois à sa charge, le balayage des sols recevant des revêtements.

Si l'entrepreneur estimait que les supports ne correspondent pas aux prescriptions (propreté et tolérances) définies ci-dessus, il lui appartient d'en informer, par écrit, le Maître d'œuvre, avant tout commencement d'exécution.

Les travaux complémentaires qui s'avèreraient nécessaires pour atteindre les tolérances fixées ci-dessus seraient à la charge de l'entrepreneur ayant livré les supports défectueux.

Le fait de poser ses revêtements sans faire de réserves sur les supports implique l'acceptation desdits supports. Il devient donc responsable des reprises éventuelles.

En cas de non-conformité, les travaux de reprises sont à la charge du présent lot, y compris tous ragréages nécessaires.

#### **1.6.1.4 Exécution**

L'entreprise prendra toutes les dispositions nécessaires pour éviter les désordres que peuvent apporter à ses ouvrages les effets de dilatation et retrait du gros œuvre de la construction et tous les autres dommages pouvant en résulter. Les éventuels dommages seront réparés pendant la période de garantie.

L'entreprise s'interdit de soulever aucune exception à ce sujet.

Elle prévoira également toutes coupes, déchets, risques de casse, etc... nécessaires au parfait achèvement des ouvrages de son lot.

L'entreprise du présent lot doit le repérage, la dépose et la repose des portes si nécessaire, pour l'exécution de ses ouvrages.

Après repose, elle doit le nettoyage des portes tachées du fait des manutentions.

La pose des revêtements sera faite suivant la prescription des D.T.U. et des indications du fabricant.

Sont inclus dans le prix forfaitaire de l'entreprise :

- Les trous, entailles et découpes nécessaires.

Lors de la réception, toutes les parties de sol accusant les défauts suivants seront refusées, déposées et refaites aux frais exclusifs de l'Entrepreneur :

- Décollement.
- Alignement des joints incorrect.



- Joints ouverts et ajustements mal réalisés.

#### **1.6.1.5 Trous et raccords**

L'entreprise du présent lot exécutera à ses frais, dans les ouvrages, les percements et raccords nécessaires aux différents corps d'état.

Elle s'assurera que les canalisations traversant ses ouvrages sont bien munies de fourreaux et signalera en temps utile les fourreaux manquants, faute de quoi elle devra les travaux résultant de leur pose après coup.

#### **1.6.1.6 Échantillons**

Avant toute commande, l'entrepreneur devra fournir les échantillons de tous les articles qu'il envisage de mettre en œuvre, avec présentation des fiches techniques et documentations des fournisseurs.

Les coloris et motifs définitifs des différents types de revêtement ainsi que les calepinages éventuels seront à déterminer au préalable avant tout commencement d'exécution, en accord avec le Maître d'Œuvre.

Aucun changement de coloris, de motifs ou de calepinage d'un local à l'autre ne pourra en aucun cas donner lieu à un supplément de prix.

#### **1.6.1.7 Essais et contrôles**

L'entrepreneur doit procéder lui-même ou faire procéder par un laboratoire agréé à tous les essais qui sont jugés utiles par les Organismes de Contrôles ou par le Maître d'Œuvre.

Les essais ne doivent en aucun cas entraîner de perturbations dans le calendrier T.C.E. des travaux.

### **1.7. PROTECTION DES OUVRAGES**

En dehors des protections imposées par les autres documents contractuels, l'entrepreneur est tenu de protéger ses ouvrages conformément aux règles de l'art.

Protection par fil polyane armé micro perforé.

L'entrepreneur sera responsable de la mise en place des protections nécessaires et en assurera le maintien jusqu'à la réception des ouvrages. Dans le cas où des dégradations seraient constatées, l'Entrepreneur devra remettre en état les ouvrages détériorés, et ce, à ses frais et sans indemnité.

Immédiatement avant réception, l'Entrepreneur procédera au nettoyage définitif de ses ouvrages, avec un balayage général, l'enlèvement des protections, un lavage avec un produit compatible, un rinçage, nettoyage des taches au moyen de solvants appropriés.

### **1.8. NETTOYAGE DU CHANTIER ET ENLÈVEMENT DES GRAVOIS**

Le nettoyage dû à l'exécution de ces ouvrages est à la charge du présent lot, ainsi que l'enlèvement des gravois qui seront déposés dans les bennes à gravois.

L'entrepreneur du présent lot assurera, si nécessaire, un tri sélectif des gravois, le nettoyage (balayage, grattage, etc...) sera assuré quotidiennement, faute de quoi le Maître d'Œuvre se réserve le droit de faire exécuter le nettoyage par une entreprise de son choix aux frais de l'entreprise du présent lot.

### **1.9. REMISE EN ÉTAT DES LIEUX**

La remise en état des lieux à l'intérieur et à l'extérieur de l'emprise des travaux est à la charge de l'entrepreneur du présent lot pendant toute la durée de ses travaux pour tous les dégâts qu'il a causés.

## 2. DESCRIPTION DES OUVRAGES

### 2.1. FAUX PLANCHER

#### 2.1.1. FAUX PLANCHER HAUTEUR 210MM

*Métre :* au m<sup>2</sup>

Localisation :

*Pour la salle blanche du RDC du bâtiment F, compris doigt gris, entre files D et H*

**Prestation :**

Fourniture et pose conformément au DTU 57.1 de planchers surélevés à libre accès, de type GAMMAPAC 30/38 de chez GAMMA Industrie ou équivalent, constitués de :

- Dalles en bois aggloméré de haute densité PEFC (680 kg/m<sup>2</sup>) :
  - Comprenant :
    - Sur sa face inférieure une plaque en tôle d'acier 4/10° galvanisée.
    - Sur sa face supérieure, un revêtement PVC collé d'usine, U4P4, de chez FORBO ou équivalent.
    - Sur ses chants, des chants plaqués collée à chaud.
  - Dimensions 600x600.
  - Épaisseur 38mm.
  - Classement au feu : M1 (Bfl-S1).
  - Résistance électrique : antistatique > 10<sup>9</sup> Ohm – conducteur < 10<sup>8</sup> Ohm.
- En partie courante : Montage autoportant, sur vérins « standards » (hauteur finie inférieure à 400mm) :
  - Hauteur finie de 210mm.
  - Charge uniformément répartie de 1200 kg/m<sup>2</sup>.
  - Vérins standards :
    - Têtes de vérin en aluminium moulé (avec ergots de centrage), permettant un réglage de +/- 25mm.
    - Écrou cranté de blocage.
    - Semelle en acier galvanisé de 80x80mm et tige filetée D16 ou D18 suivant la hauteur.
    - Joint de tête PVC.
    - Pose collée des vérins sur le dallage béton.
- Au droit de la circulation entre la zone technique et la machine EBPB : Montage autoportant, sur vérins « standards » et traverses pour charge renforcée :
  - Hauteur finie de 210mm.
  - Charge uniformément répartie de 2000 kg/m<sup>2</sup>.
  - Vérins standards :
    - Têtes de vérin en aluminium moulé (avec ergots de centrage), permettant un réglage de +/- 25mm.
    - Écrou cranté de blocage.
    - Semelle en acier galvanisé de 80x80mm et tige filetée D16 ou D18 suivant la hauteur.
    - Joint de tête PVC.
    - Pose collée des vérins sur le plancher / dallage béton.

Composants intégrés :

- Préparation des sols avant pose des faux plancher : aspiration, balayage, etc ...
- Pose conforme au DTU 57-1 et norme EN 12825.
- Mise à la terre par tresse de cuivre 5mm<sup>2</sup> LT par vérin dans les 2 sens.

- Joints compressibles M1 en périphérie des planchers contre les parois en bardage, en plâtrerie ou en panneaux froids.
- Réglage en fin de travaux après passage des autres corps d'état.
- Frais d'études.
- Découpes pour adaptation contre les socles des machines (EBPG, VERIOS ; HELIOS, S3700 et S4800) reposant directement sur le plancher béton.
- Découpes diverses pour passage de réseaux des lots techniques (CVC et Elec) de  $\varnothing > 100\text{mm}$  (à minima 2 dalles par machine), y compris reprises des tranches de dalles au droit des découpes par ajout d'un chant plaqué, traitement de l'étanchéité autour du réseau par joint silicone, et ajout de vérins complémentaires si nécessaire en fonction des dimensions et de la position des réservations.
- Fourniture d'une ventouse de manœuvre des dalles.
- Fourniture de dalles, de vérins et de traverses supplémentaires à l'utilisateur.

### 2.1.2. FAUX PLANCHER HAUTEUR 470MM

*Métre :*                *au m2*

*Localisation :*

*Pour l'extension G3 de la salle blanche au R+1, entre files X et Z.*

***Prestation :***

Fourniture et pose conformément au DTU 57.1 de plancher surélevés à libre accès, de type GAMMAPAC 30/38 de chez GAMMA Industrie, ou équivalent constitués de :

- Dalles en bois aggloméré de haute densité PEFC (680 kg/m2).
  - Comprenant :
    - Sur sa face inférieure une plaque en tôle d'acier 4/10° galvanisée.
    - Sur sa face supérieure, un revêtement PVC collé d'usine, U4P4, de chez FORBO ou équivalent.
    - Sur ses chants, des chants plaqués collée à chaud.
  - Dimensions 600x600.
  - Épaisseur 38mm.
  - Classement au feu : M1 (Bfl-S1).
  - Résistance électrique : antistatique  $> 10^9 \text{ Ohm}$  – conducteur  $< 10^8 \text{ Ohm}$ .
- Montage autoportant, sur vérins « standards » et traverses (hauteur finie supérieure à 400mm) :
  - Hauteur finie de 470mm.
  - Charge uniformément répartie de 1200 kg/m2.
  - Vérins standards :
    - Têtes de vérin en aluminium moulé (avec ergots de centrage), permettant un réglage de +/- 25mm.
    - Écrou cranté de blocage.
    - Semelle en acier galvanisé de 80x80mm et tige filetée D16 ou D18 suivant la hauteur.
    - Joint de tête PVC.
    - Pose collée des vérins sur le plancher / dallage béton.
  - Traverses clipsables :
    - Profils en U en acier galvanisé reliant chaque vérin entre eux.
    - Ailes de 30 ou 400mm pour charge à reprendre égale à 1200 kg/m2.

*Composants intégrés :*

- Préparation des sols avant pose des faux plancher : aspiration, balayage, etc ...
- Pose conforme au DTU 57-1 et norme EN 12825.
- Mise à la terre par tresse de cuivre 5mm<sup>2</sup> LT par vérin dans les 2 sens.

- Joints compressibles M1 en périphérie des planchers contre les parois en bardage ou en panneaux froids.
- Réglage en fin de travaux après passage des autres corps d'état.
- Frais d'études.
- Découpes pour adaptation sur les socles des machines reposant directement sur le plancher béton.
- Découpes diverses pour passage de réseaux des lots techniques (CVC et Elec) de  $\varnothing > 100\text{mm}$ , y compris reprises des tranches de dalles au droit des découpes par ajout d'un chant plaqué, traitement de l'étanchéité autour du réseau par joint silicone, et ajout de vérins complémentaires si nécessaire en fonction des dimensions et de la position des réservations.
- Fourniture d'une ventouse de manœuvre des dalles.
- Fourniture de dalles, de vérins et de traverses supplémentaires à l'utilisateur.

## 2.2. BARRE DE SEUIL

Métré :                au ml

Localisation :

Au RDC, au raccord entre la salle blanche du bâtiment F et la rampe, dans la zone technique.

Au RDC, au raccord entre la salle blanche et l'escalier E1, file 11.

Au R+1, au raccord entre la zone G2 et G3 au droit du passage créé (ancienne porte).

Au R+1, au raccord entre le doigt gris du bâtiment F et l'escalier E1, file 11.

**Prestation :**

Fourniture et pose de barre de seuil ou de pliage en inox fixés par vis à tête fraisée profilée, compris coupe soignée et ajustage. Profil extra plat sans ressaut, largeur selon épaisseur jonction à reprendre.

## 2.3. PROTECTIONS

Métré :                au m2

Localisation :

Pour l'ensemble des faux planchers posés au RDC et au R+1.

**Prestation :**

Fourniture et pose d'un film PVC armé 100 microns, à dérouler sur l'ensemble des sols souples, compris toutes fixations et maintenances pendant la durée des travaux.